Une image contenant fruit, dessin humoristique, illustration, clipart

Description générée automatiquement**Motion Déclaration conseil école-collège**

Si nous sommes présent·e·s dans ce conseil école-collège , c’est que nous sommes attaché·e·s à la liaison entre les personnels du premier et du second degré afin de permettre la meilleure entrée possible en sixième pour les élèves. En cela, l’expertise des professeur·e·s des écoles est fondamentale. Les échanges d’informations y ont toujours eu lieu dans l’intérêt des élèves, afin de permettre le meilleur accompagnement possible, la prise en charge rapide des situations préoccupantes et la constitution de classes hétérogènes.

La réforme dite du « Choc des savoirs » risque de dévoyer ce conseil s’il venait à répartir les futur·e·s collégien·ne·s dans des regroupements de niveau en français et mathématiques. Ces regroupements auront, comme le démontrent la grande majorité des études, des effets délétères sur la progression des élèves quel que soit leur niveau. L’incidence sur l’estime de soi des élèves nous préoccupe également.

Nous refusons de trier nos élèves et, à l’appel de la FSU-SNUipp et du SNES-FSU, nous nous opposons à ce que nos travaux puissent conduire à l’élaboration de cette aberration pédagogique, sociale et professionnelle. Ainsi, par exemple, nous ne réduirons pas les capacités des élèves en mathématiques et français à trois niveaux (A, B ou C).

Le premier article du Code de l’éducation indique que « Le service public de l'éducation est conçu et organisé en fonction des élèves et des étudiant·e·s. Il contribue à l'égalité des chances et à lutter contre les inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire et éducative. Il reconnaît que tous les enfants partagent la capacité d'apprendre et de progresser. Il veille à la scolarisation inclusive de tous les enfants, sans aucune distinction. »

C’est bien dans ce sens que nous travaillons. La mise en place de la réforme du « Choc des savoirs » va à l’encontre de ce principe, de nos principes et de notre professionnalité. Nous ne participerons donc pas à sa mise en œuvre et demandons son abandon.